

Unité départementale de l'Essonne
Cité administrative
Boulevard de France
91012 Evry-Courcouronnes Cedex

Evry-Courcouronnes, le 08/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/12/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SEMAVERT

91045001

91610 Ballancourt-Sur-Essonne

Références : D2025-
Code AIOT : 0006503676

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/12/2025 dans l'établissement SEMAVERT implanté LA CHATAIGNIERE 91045001 91610 Ballancourt-sur-Essonne. L'inspection a été annoncée le 04/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SEMAVERT
- LA CHATAIGNIERE 91045001 91610 Ballancourt-sur-Essonne
- Code AIOT : 0006503676
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière de sablon autorisée par l'arrêté préfectoral n°2011.PREF.DRCL/ BEPAFI/SSPILL547 du 2 décembre 2011, est implantée sur le territoire des communes de Ballancourt-sur-Essonne et de

Baulne (91). L'autorisation a été prononcée pour une durée de 15 ans, soit jusqu'au 02/12/2026. Compte tenu de la vitesse d'extraction (moins rapide qu'initialement prévue), l'exploitation souhaite demander une prolongation de la durée d'exploitation de la carrière, à iso-périmètre (pas d'augmentation du gisement total autorisé, pas de modification du périmètre géographique). Cette demande doit faire l'objet d'un porter-à-connaissance qui serait prochainement déposé (AP de dérogation à l'interdiction d'atteinte aux espèces protégées valide jusqu'au 31/12/2025).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	TRAÇABILITÉ DES REMBLAIS – TERRES EXCAVÉES	Code de l'environnement du 04/12/2025, article R. 541-43-1	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
3	TRAÇABILITÉ DES REMBLAIS – DÉCHETS INERTES	Code de l'environnement du 26/11/2025, article L. 541-7	Demande d'action corrective	7 jours
5	REMBLAYAGE DE LA CARRIÈRE	Arrêté Préfectoral du 02/12/2011, article III-12	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	CARACTÉRISTIQUES DE LA CARRIÈRE	Arrêté Préfectoral du 02/12/2011, article I-3	Sans objet
4	PLANS A JOUR	Arrêté Préfectoral du 02/12/2011, article III-16	Sans objet
6	SURVEILLANCE DES EAUX SOUTERRAINES	Arrêté Préfectoral du 02/12/2011, article IV-4-3	Sans objet
7	MERLONS	Arrêté Préfectoral du 02/12/2011, Annexes	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit garantir la traçabilité des déchets inertes et terres excavées utilisés en remblais de la carrière. Dans ce cadre, des justificatifs sont attendus.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : CARACTÉRISTIQUES DE LA CARRIÈRE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/12/2011, article I-3
Thème(s) : Risques chroniques, Production envisagée
Prescription contrôlée : Compte tenu du volume du gisement estimé et de la période d'exploitation envisagée, le tonnage annuel autorisé est de 150 000 tonnes. -tonnage maximal en remblais : Le tonnage annuel maximal en remblais reçu ne doit pas excéder 380 000 tonnes.

Constats :

L'exploitant a déclaré les tonnages suivants pour la carrière au titre de l'année 2024 :

- 52295 tonnes de sablon

- 74370 tonnes de remblais (déchets inertes et terres excavées).

Ces éléments sont enregistrés dans le logiciel MKGT.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : TRAÇABILITÉ DES REMBLAIS – TERRES EXCAVÉES

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 04/12/2025, article R. 541-43-1

Thème(s) : Risques chroniques, Traçabilité des terres excavées

Prescription contrôlée :

I.-Pour l'application du II de l'article L. 541-7, les personnes produisant ou expédiant des terres excavées et des sédiments, les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers, les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de terres excavées et sédiments, et les personnes valorisant des terres excavées et des sédiments tiennent à jour un registre chronologique de la production, de l'expédition et de la réception de ces terres et sédiments. Ce registre est conservé pendant au moins trois ans. Le registre permet d'identifier précisément la destination ou le lieu de valorisation des terres excavées et sédiments.

II.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " registre national des terres excavées et sédiments ", dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes produisant ou traitant des terres excavées et sédiments, y compris les personnes effectuant une opération de valorisation de terres excavées et sédiments et les personnes exploitant une installation de transit ou de regroupement de terres excavées et sédiments. Le registre national des terres excavées et sédiments et le registre national des déchets mentionné à l'article R. 541-43 peuvent constituer une unique base de données.

Ces personnes transmettent par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre mentionné au I. Cette transmission a lieu, au plus tard, le dernier jour du mois suivant l'expédition, la réception ou le traitement, y compris la valorisation, des terres excavées et sédiments, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée. Cette transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges automatisés de données selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement.

[...]

Constats :

Les plateformes RNDTS et Trackdéchets ont fusionné. Les flux de terres excavées doivent désormais être enregistrés sur Trackdéchets. Au 31/12/2025, le rattrapage des déclarations 2025, au registre national, doit être réalisé.

Lors de l'inspection, l'exploitant a précisé que le SIRET utilisé pour la déclaration des terres sur la plateforme Trackdéchets était le 702 047 077 00038 (SEMAVERT - Ecosite) et que le rattrapage des déclarations 2025 était finalisé.

Après la visite, l'inspection a consulté le registre des terres excavées au titre de l'année 2025 pour ce numéro de SIRET. Des saisies sont disponibles pour tous les mois de l'année 2025. Aucune entrée de terres excavées n'est observée du 02/10/2025 au 29/10/2025 et très peu d'entrées sur le mois d'août 2025 alors que le registre présente des entrées journalières de terres. Les codes de traitement utilisés sont D1 et R5.

L'inspection a également consulté le registre des terres excavées au titre de l'année 2025 pour le numéro SIRET 702 047 077 00079 (SIRET de la carrière). Ce registre fait état d'entrées de terres excavées avec un code de traitement R13 uniquement sur octobre et novembre 2025.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Au vu des périodes sans déclaration de terres excavées, l'exploitant doit confirmer son état d'avancement sur le rattrapage des déclarations 2025.

L'exploiter doit également clarifier le numéro de SIRET utilisé pour la déclaration des terres excavées à destination de la carrière et de l'ISDI ainsi que les codes de traitement de déchets utilisés pour la carrière et pour l'ISDI.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : TRAÇABILITÉ DES REMBLAIS – DÉCHETS INERTES

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 26/11/2025, article L. 541-7

Thème(s) : Risques chroniques, Traçabilité des déchets inertes

Prescription contrôlée :

I.-Les personnes qui produisent, importent, exportent, traitent, collectent, transportent ou se livrent à des opérations de courtage ou de négoce des déchets tiennent à disposition de l'autorité administrative toutes informations concernant :

1° La quantité, la nature et l'origine des déchets qu'elles produisent, remettent à un tiers ou prennent en charge ;

2° La quantité de produits et de matières issus de la préparation en vue de la réutilisation, du recyclage ou d'autres opérations de valorisation de ces déchets ;

3° Et, s'il y a lieu, la destination, la fréquence de collecte, le moyen de transport et le mode de traitement ou d'élimination envisagé pour ces déchets.

Ces informations sont déclarées à l'autorité administrative pour :

- a) Les déchets dangereux ;
- b) Les déchets contenant des substances figurant sur la liste de l'annexe IV du règlement (UE) 2019/1021 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 concernant les polluants organiques persistants, ou contaminés par certaines d'entre elles ;
- c) Les installations d'incinération et de stockage de déchets non dangereux non inertes ;
- d) Les installations dans lesquelles les déchets perdent leur statut de déchet.

Constats :

Les déchets entrants et sortants sont tracés via le logiciel MKGT.

Jusqu'en juillet 2024, la destination finale des déchets entrants (ISDI / carrière / Plateforme de transit) était saisie manuellement par les opérateurs au niveau de la bascule.

L'inspection constate que le registre présente des erreurs de saisie ne permettant pas de garantir la traçabilité de la destination finale des déchets. L'exploitant précise que le risque d'erreur de saisie a été écarté par la modification du logiciel imposant un choix de destination (plus de saisie manuelle). Cette modification est opérationnelle depuis juillet 2024.

Le registre des gravats entrants 2024 fait référence aux codes de traitement :

- D1 (dépôt sur ou dans le sol),
- D5 (mise en décharge spécialement aménagée),
- R13 (stockage de matériaux en vue de les soumettre à l'une des opérations de la liste),
- R5 (recyclage ou récupération d'autres matières inorganiques) et
- R3 (recyclage ou récupération des substances organiques qui ne sont pas utilisées comme solvants).

Le code R5 est utilisé pour les déchets à destination de la carrière.

Le code D1 est utilisé pour les déchets à destination de l'ISDI.

Le code R13 est utilisé pour les déchets à destination de la plateforme de transit.

Le code R3 est utilisé pour le compost rentrant sur site pour l'amendement des terres végétales conservées. Ce compost n'est pas un déchet et n'a pas à apparaître dans le registre déchets.

Le code D5 est une erreur.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

A l'avenir, l'exploitant doit s'assurer que le compost, qui n'est pas un déchet, n'est pas intégré dans le registre déchets et de la saisie du bon code de traitement des déchets entrants.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 7 jours

N° 4 : PLANS A JOUR

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/12/2011, article III-16

Thème(s) : Risques chroniques, Plans et information sur l'activité

Prescription contrôlée :

Il est établi un plan orienté de la carrière sur fond cadastral.

Sur ce plan sont reportés :

- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres,
- les zones déjà exploitées non remises en état (en chantier),
- les Zones remises en état,
- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs,
- les fronts de tailles concernés par la nidification de Guépriers, de Pigeon Colombin ou d'hirondelle

de rivage.

Ce plan est remis à jour au moins une fois par an, au mois de janvier de chaque année, et est accompagné de toutes indications quantitatives permettant d'assurer le suivi des travaux d'exploitation et de remise en état (tonnage des matériaux extraits et des remblais acceptés sur la carrière).

[...]

Constats :

L'exploitant a présenté le plan topographique du site à jour à juillet 2025 ainsi que le plan relatif à la dérogation à la protection des espèces du site à jour à décembre 2023.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : REMBLAYAGE DE LA CARRIÈRE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/12/2011, article III-12

Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle et traçabilité des remblais

Prescription contrôlée :

b) contrôle et traçabilité des remblais

Le remblayage des carrières ne doit pas nuire à la qualité et au bon écoulement des eaux.

Les matériaux d'origine extérieure utilisés au remblayage de la carrière ne peuvent être que des matériaux inertes, non contaminés, ni pollués. Ils sont préalablement triés de manière à garantir cette qualité. En particulier, sont interdits les déchets tels que le bois, les métaux, les plastiques, les papiers, les verres, les produits hydrocarbonés, les mélanges bitumineux, les matériaux contenant de l'amiante ainsi que tous les matériaux pollués par des substances organiques, chimiques ou autres.

Les apports extérieurs sont accompagnés d'un bordereau de suivi qui indique leur provenance, leur destination, leur quantité, leurs caractéristiques, les moyens de transport utilisés et le nom du transporteur.

Avant d'admettre un matériau inerte dans son installation et en vue de vérifier son admissibilité, l'exploitant doit demander à son client une déclaration préalable sur la nature du remblai, Cette déclaration préalable doit être renouvelée tous les ans et conservée au moins deux ans par l'exploitant. Ce document contient les éléments nécessaires à la qualification des matériaux notamment en ce qu'ils sont ou non dispensés d'une caractérisation de base. L'exploitant, s'il l'estime nécessaire, sollicite des informations complémentaires. L'exploitant tient à jour un registre ou un document synthétique présent sur le site de la carrière sur lequel sont répertoriés pour chaque véhicule accepté sur le site : l'installation de destination (carrière et station de transit), la provenance, les quantités, les caractéristiques des matériaux, les moyens de transport utilisés et le nom du transporteur ainsi qu'un plan topographique présent sur le site de la carrière permettant de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre.

Les matériaux d'apport extérieur sont acheminés par transport routier. Ils ne peuvent en aucun cas être déversés directement dans la fouille, L'exploitant prend toutes dispositions pour que la personne qu'il a préalablement désignée puisse contrôler la nature des matériaux déchargés, en particulier :

* l'exploitant ou son préposé vérifie la conformité du chargement avec le bordereau de suivi ou la Demande d'Acceptation Préalable (DAP) établie entre le client et SEMAVERT,

* il fait procéder au déchargement sur une zone aménagée et réservée à cet effet,

* il vérifie visuellement la nature des matériaux apportés.

* en l'absence d'une DAP dûment validée et, le cas échéant, d'analyses complètes, justifiant de la conformité des apports, il procède à des prélèvements et échantillonnages selon des modalités précisées dans une consigne aux personnels travaillant sur la carrière. Une procédure d'échantillonnage préalablement définie qui peut recourir pour partie à un algorithme informatisé, est communiquée aux personnels de la carrière. Ces échantillons concernent au minimum 10% des camions dont la qualité du chargement n'a pas été validée dans le cadre d'une DAP ou soumise à une caractérisation préalable. L'exploitant doit garder à tout moment la possibilité de réaliser un échantillonnage sur un camion si l'algorithme ou les critères décisionnels communiqués aux personnels le justifient.

* des analyses rapides sur site permettant de mettre en évidence des pollutions organiques des matériaux amenés portant sur des paramètres tels que les hydrocarbures ou les composés organohalogénés sont réalisés sur les matériaux ayant fait l'objet de l'échantillonnage susmentionné. L'exploitant peut adapter ses modalités d'analyse en fonction de caractéristiques olfactives des matériaux de remblai amenés sur site.

* à l'issue de ces vérifications, soit il autorise la mise en remblai, soit il fait recharger les matériaux indésirables et l'indique sur le registre susvisé,

* le véhicule de transport des matériaux ne quitte le site qu'après en avoir reçu l'autorisation par l'exploitant ou son préposé qui a autorisé la mise en remblai des matériaux déchargés.

* un contrôle semestriel des matériaux d'apport est réalisé par un organisme extérieur de l'entreprise. Il comporte un prélèvement inopiné sur deux chargements de matériaux entrant dans l'exploitation et l'analyse des hydrocarbures totaux, FIAP, métaux, (As, Cd, Cr total, Cu, Hg, Ni, Pb et Zn) et OHV sur ces deux prélèvements.

À titre exceptionnel, des matériaux d'apport dont l'exploitant ou son préposé reconnaît que la nature n'est pas conforme aux prescriptions de cet article après le départ du véhicule peuvent être stockés sur une aire de dépôt tampon pendant une durée limitée à un mois. Au-delà, ils seront évacués sous la responsabilité du producteur vers des centres dûment autorisés. Ces différentes opérations sont notées dans le registre susvisé. Ce registre est conservé sur le site de la carrière.

Constats :

L'exploitant réalise des contrôles trimestriels des matériaux d'apport. Une Demande d'acceptation Préalable (DAP) est rédigée par client et par chantier.

Les éléments relatifs au contrôle du 26/06/2025 (YTERRES chantier d'Evry) ont été consultés :

- DAP n°2005922

- n° de bon sur MKGT : 4781968 du 26/06/2025 (destination finale : carrière)

- rapport d'analyses du laboratoire Agrolab du 17/07/2025. Les résultats sont conformes à l'arrêté du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des ICPE.

- cliché du chargement.

Le rapport d'analyses transmis par l'exploitant comporte les résultats pour deux échantillons : YTERRES chantier d'Evry (échantillon n°226509) et BOIS - 1 (échantillon n°226510).

Les résultats d'analyse sur l'échantillon BOIS-1 présentent un dépassement en hydrocarbures (C10 à C40) : 2900 mg/kg MS pour un seuil à 500 mg/kg MS (arrêté du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516,

2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des ICPE).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant doit préciser à l'inspection la destination finale des déchets inertes BOIS - 1.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : SURVEILLANCE DES EAUX SOUTERRAINES

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/12/2011, article IV-4-3
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des eaux souterraines
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Trois piézomètres au moins sont implantés sur le site de la carrière (1 en amont et 2 en aval hydraulique). Cette implantation est choisie à partir des conclusions d'une étude hydrogéologique et soumise à l'avis de l'inspection. Cette étude est réalisée par un hydrogéologue agréé dans un délai de 6 mois après la notification du présent arrêté. Une fois par an au moins, l'exploitant fait procéder au relevé des niveaux piézométriques de ces ouvrages et à des prélèvements dans la nappe. L'eau prélevée fait l'objet de mesures sur les substances suivantes : PH, conductivité, DCO, BTEX totaux, Benzène, AOX, Chlorure de vinyle, PCB, HAP totaux, Benzo(a)pyrène, Aluminium, Arsenic, Baryum, Cadmium, Chrome total, Cuivre, Mercure, Molybdène, Nickel, Plomb, Sélénium, Zinc, Cyanures totaux, Hydrocarbure totaux, Fluorures, Fraction soluble, Indice phénols, COT, PCB. Les résultats de ces analyses sont transmis à l'inspection des installations classées. Toute anomalie lui est signalée dans les meilleurs délais. Si ces résultats mettent en évidence une pollution, l'exploitant détermine par tous les moyens utiles si ces activités sont à l'origine ou non de la pollution constatée, Il informe le préfet de l'Essonne du résultat de ces investigations et le cas échéant des mesures prises et envisagées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les eaux souterraines au droit de la carrière sont analysées annuellement via un réseau de quatre piézomètres : les piézomètres PZ3 et PZ1 en amont et les piézomètres PZ2 et PZ4 en aval. Le piézomètre PZ4 présente depuis plusieurs années une conductivité élevée (1097 μS/cm en 2024 et 1085 μS/cm en 2025). Ce paramètre doit continuer à être suivi avec attention.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : MERLONS

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/12/2011, article Annexes
Thème(s) : Risques chroniques, Réalisation des merlons périphériques
Prescription contrôlée : Plan intitulé "plan de phasages" "Les merlons 8.1 et 8.2 sont réalisés dès le début d'exploitation".
Constats : L'inspection a pu constater que le merlon 8.1 était finalisé, ce qui n'est pas le cas du merlon 8.2.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Concernant le merlon 8.2, l'exploitant souhaite différer sa réalisation. Ce point sera intégré dans le Porter A Connaissance à venir concernant la prolongation de la durée d'exploitation.
Type de suites proposées : Sans suite